fonctionnaire désigné sous le nom de Préposé aux anciens combattants. Ce dernier, après une période de préparation qui le familiarise avec les lois et les règlements relatifs à la réadaptation des anciens combattants, est à la disposition de ceux qui résident dans ces centres pour les conseiller et guider dans les questions de réadaptation qui relèvent du Ministère des anciens combattants. Il reçoit aussi les demandes de prestations, subordonnément à la loi et aux règlements de la réadaptation des anciens combattants, et les fait parvenir au centre de réadaptation le plus rapproché pour examen définitif.

D'autre part, le Service national de placement désigne dans chaque centre de réadaptation maintenu par le Ministère des Affaires des anciens combattants, un fonctionnaire portant le titre de conseiller de placement à qui s'adressent les anciens combattants ayant besoin de conseils au sujet de leurs projets de réadaptation lorsqu'ils visent à obtenir un emploi plutôt que les bénéfices de formation offerts par les autorités compétentes du Ministère.

(2) Versement des allocations aux anciens combattants qui attendent un rendement d'une entreprise privée à laquelle ils se livrent pour leur propre compte, y compris les allocations payables aux anciens combattants qui exploitent une ferme en permanence ou font la pêche commerciale, aux termes de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Des rapports étroits sont maintenus entre la Division administrative, la Division des crédits de rétablissement de la Branche de réadaptation et les directeurs chargés de l'application de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants qui veillent à assurer à l'intéressé les meilleures directives possibles avant qu'il ne s'engage dans une entreprise ou un commerce. A cet égard, il est bon de remarquer que les membres des comités civiques, qui sont au courant des avantages commerciaux offerts par le centre où l'ancien combattant compte s'établir, collaborent en conseillant le Ministère et les anciens combattants sur les chances de réussite.

(3) Versement d'allocations aux anciens combattants qui souffrent d'invalidité temporaire. Cette allocation a pour objet particulier de venir en aide aux anciens combattants qui ne requièrent pas de traitement hospitalier actif auquel ils pourraient avoir droit subordonnément à l'autorisation du Ministère lorsque, en raison d'une maladie quelconque, ils pourraient être privés de travail pendant une courte période.

Une des fonctions les plus importantes du Ministère est remplie par la Section des pertes qui s'occupe, en collaboration avec les officiers de santé et d'entraînement du Ministère, d'aider à la réadaptation des grands invalides, particulièrement les amputés, les aveugles et les sourds, et ceux qui souffrent d'autres invalidités physiques graves. L'attitude à l'égard de tels cas a radicalement changé: le Ministère comprend maintenant qu'il s'agit d'insister non pas sur ce que l'ancien combattant a perdu en facultés mentales ou physiques, mais sur celles qui lui restent et de s'efforcer de les utiliser. Il est amplement démontré que même les plus grands blessés peuvent se réadapter à condition qu'ils aient le désir et la volonté de s'aider et qu'ils reçoivent l'entraînement propre à les établir dans un emploi selon leurs aptitudes physiques et mentales.

A ce sujet, il faudrait remarquer que la Section des pertes collabore étroitement avec les associations suivantes par tout le Dominion: l'Institut canadien des aveugles;